

89.234

**Parlamentarische Initiative
(Pini)
Militärstrafgesetzbuch.
Abschaffung der Todesstrafe
Initiative parlementaire
(Pini)
Code pénal militaire.
Abolition de la peine capitale**

Bericht und Gesetzentwurf der Kommission des Nationalrates vom 22. April 1991 (BBI II 1462)
Rapport et projet de loi de la commission du Conseil national du 22 avril 1991 (FF II 1420)

Stellungnahme des Bundesrates vom 16. September 1991 (BBI IV 184)
Avis du Conseil fédéral du 16 septembre 1991 (FF IV 181)

Beschluss des Nationalrates vom 4. Oktober 1991
Décision du Conseil national du 4 octobre 1991

*Antrag der Kommission
Eintreten
Proposition de la commission
Entrer en matière*

M. Cottier, rapporteur: Nous devons aujourd'hui décider du sort de l'initiative parlementaire qui demande l'abolition de la peine de mort en cas de guerre. Le Conseil national l'a acceptée et nous soumet un projet de révision du Code pénal militaire. La Commission des pétitions et de l'examen des constitutions cantonales, qui siègeait encore dans son ancienne composition, vous propose, par 3 voix contre 2, avec une abstention, de donner également suite à l'initiative.

Le cadre légal fédéral actuellement en vigueur est le suivant: l'article 65, premier alinéa, de la constitution prévoit qu'«il ne pourra être prononcé de condamnation à mort pour cause de délit politique». La peine de mort en temps de paix a été abolie en 1942, sur l'ensemble du territoire de la Confédération, avec l'entrée en vigueur du Code pénal suisse. La peine capitale est encore demeurée en vigueur dans le Code pénal militaire pour certains délits commis en temps de guerre ou lors d'une menace imminente de guerre. En effet, dans cette situation de danger, le Conseil fédéral peut mettre en vigueur les dispositions établies pour le temps de guerre. Cela est valable pour le droit interne. Le droit international public stipule dans le Sixième protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme qu'un Etat peut prévoir dans sa législation la peine de mort pour des actes commis sous le régime de guerre ou de danger imminent de guerre. Le Deuxième protocole, facultatif, se rapportant au Pacte international relatif aux droits civil et politique, adopte une solution similaire. La législation interne de la Suisse répond donc au droit international. Bien que ces conventions internationales autorisent la sanction de la peine capitale en des situations exceptionnelles, de nombreux Etats de l'Europe de l'Ouest ont aboli la peine de mort aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. Ces pays sont cités dans l'avis du Conseil fédéral. Votre commission vous propose d'en faire de même et de suivre ces pays, ainsi que d'accepter l'initiative parlementaire. Elle fonde sa proposition sur les raisons suivantes:

Tout d'abord, la principale tâche de l'Etat consiste à respecter et à protéger la vie humaine. Il s'agit là d'un droit fondamental propre à la personne humaine. L'Etat lui-même sanctionne la violation de ce droit par de lourdes peines. En anéantissant la vie de l'homme, l'Etat qui vise à la protéger se trouve en contradiction avec lui-même. La vie humaine est à respecter, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre.

Les défenseurs de la peine de mort objectent que celle-ci constitue une sanction exceptionnelle pour une situation également exceptionnelle: la guerre, et insistent sur le fait que, depuis Marignan, notre pays ne conçoit la guerre que comme

moyen de défense. Or, celui qui, selon eux, porte atteinte à la défense du pays en état de guerre doit le payer de sa vie, car il agit comme un ennemi de la Suisse. Il doit alors aussi être traité comme un ennemi de la Suisse, concluent les partisans de la peine capitale.

Mais, à notre avis, leur raisonnement présente des lacunes graves. Le guerrier ennemi échappe à la peine capitale, même s'il a agi de la manière la plus abjecte et la plus horrible, grâce au statut de prisonnier de guerre. Les Conventions de Genève lui garantissent la vie et un traitement digne de la nature humaine. La peine de mort ne peut pas lui être appliquée. Ce qui vaut en temps de guerre pour l'ennemi étranger doit aussi valoir pour le Suisse ou la Suisseuse auteur d'un acte dirigé contre son propre pays. S'il mérite une lourde peine, il ne doit pas non plus subir le châtement capital. Le législateur de notre Code pénal militaire l'a compris, puisqu'il a prévu de convertir la condamnation à mort non exécutée en temps de guerre en réclusion à vie.

Les pouvoirs publics ont toujours eu beaucoup de réticences à prononcer la peine de mort, car le risque d'erreur ne peut jamais être écarté. C'est surtout en temps de guerre qu'il guette les procès judiciaires, en raison du climat passionnel qui règne habituellement dans ces temps-là. La sérénité et l'objectivité des juges sont alors des plus fragiles. Or, une sanction irrévocable ne doit surtout pas être prononcée dans un climat d'insécurité dû à l'état particulier de la guerre.

On invoque pour justifier la peine capitale l'effet préventif et dissuasif qu'elle déploie. Les avis des experts sont à ce sujet très partagés, mais les expériences en Suisse sont tout à fait pertinentes. Les cantons suisses qui, après 1879, ont renoncé à réintroduire la peine de mort n'ont pas vu la criminalité augmenter par rapport aux cantons qui ont réadopté la sanction capitale. Même ceux dont la législation prévoyait la peine de mort en ont fait usage avec une extrême retenue et avec parcimonie. En conséquence, on ne peut pas affirmer que cette disposition ait revêtu un aspect dissuasif.

Enfin, la dernière raison est inhérente à la personne humaine. La faute et la culpabilité sont, pour toute personne, relatives et limitées. L'homme, sans lui dénier sa propre responsabilité, agit toujours dans les limites de sa personnalité, de son éducation, de son origine et de son environnement. Il est conditionné par tous ces éléments et, à sa faute limitée, doit correspondre une peine limitée. La sanction ne peut en aucun cas être la mort.

Pour conclure, c'est sans opposition que le Conseil national ainsi que la majorité de notre commission soutiennent l'initiative parlementaire. Je vous propose d'y donner suite et d'abolir la peine de mort dans le Code pénal militaire en acceptant l'entrée en matière.

Danioth: Ich erlaube mir, zu diesem offenbar unbestrittenen Geschäft das Wort zu ergreifen und einen kritischen Akzent zu setzen, wohlwissend, dass dies nicht im gesellschaftlichen Trend und wohl auch nicht auf der Linie der öffentlichen – ich möchte fast sagen: der veröffentlichten – Meinung liegt. Der Bundesrat hat sich mit einer mehr als dürftigen Begründung und Stellungnahme zur parlamentarischen Initiative begnügt. Zumindest hätte man einen kurzen historischen Bezug zur Anwendung der Todesstrafe im Militärstrafrecht während des Zweiten Weltkrieges erwarten dürfen. Dann hätte man feststellen können, dass es sehr wohl Unterschiede zwischen der Todesstrafe in Friedenszeiten und der Kapitalstrafe in Kriegszeiten gibt. Der präventive Charakter dieser Sanktion wurde vor 50 Jahren eindeutig unter Beweis gestellt.

Die schweizerischen Divisions- und Territorialgerichte fällten von 1942 bis 1944 – also in einer Zeit höchster Bedrohung unseres Landes – insgesamt 33 Todesurteile. Vollstreckt wurden 17 Urteile; die meisten übrigen Delinquenten wurden begnadigt.

Der Historiker Willi Gautschi schreibt in seinem Buch «General Henri Guisan»: «Die Todesurteile und Hinrichtungen, wegen ihrer grossen Zahl ein erstmaliger Vorgang in der Schweizer Geschichte, fanden die allgemeine Billigung der Öffentlichkeit.» So nachzulesen auf Seite 504.

Der General selber hat sich bekanntlich sehr entschieden für die Kapitalstrafe und deren Vollstreckung eingesetzt, dies vorab bei Spionage und schwerem Landesverrat. In der schwierigen Zeit des Weltkrieges zögerten sogar namhafte Theologen keineswegs, die Todesstrafe unter bestimmten Voraussetzungen zu befürworten. Ich nenne Emil Brunner, auch Karl Barth.

Der General schrieb einmal, dass es eine Pflicht der Heimat gegenüber den Soldaten darstelle, wenn jenen, die das Leben Tausender pflichtbewusster Soldaten, Zehntausender Zivilpersonen und dazu die Freiheit und Unabhängigkeit des Landes aufs Spiel setzen, das Handwerk gelegt werde. Agentenberichte bestätigten im übrigen, dass Todesurteile ihre Wirkung auch im Feindesland nicht verfehlten. Der Staat befand sich in einer echten Notwehr.

Wir schicken uns neuerdings an, den Soldaten teures Kriegsgeschütz, z. B. Flugzeuge für Milliardensummen, anzuvertrauen. Wozu? Zur Verteidigung welcher Werte? Im gleichen Atemzug geben wir voreilig eine notwendige und wirksame psychologische Waffe aus der Hand, die dem Staat bisher in höchsten Notlagen zur Verfügung stand, und dies zum Schutz unserer Soldaten an der Front, die ihr Leben einsetzen - und deren Leben auch ein Menschenrecht darstellt, Herr Kommissionspräsident, mindestens ebenso sehr wie dasjenige der Delinquenten, aber auch wie dasjenige der nach wie vor am meisten gefährdeten Zivilbevölkerung.

Wenn sich unser Land nicht in einer akuten Notlage befindet, braucht sich niemand vor den staatlichen Notwehrmitteln, die ja nur im Krieg angewendet werden, zu fürchten und sich daran zu stossen. Die Schweiz ist ein Rechtsstaat und bietet Gewähr für eine verfassungskonforme und auch der EMRK durchaus entsprechende Anwendung der Strafsanktionen, dies auch in Kriegszeiten. Ich habe festgestellt, dass nicht alle Staaten bei dieser Aufhebungsaktion mitmachen; darunter erfreulicherweise das traditions- und kulturbewusste Grossbritannien.

Ich mache mir trotz meiner Bedenken und meiner Kritik keine Illusionen. Unser Rat wird dem Nationalrat folgen. Doch ebenso sicher wie der heutige Abschaffungsbeschluss dürfte die Wiedereinführung der Todesstrafe fällig werden, wenn sich - was eine gütige Vorkehrung verhüten möge - unser Volk und unser Land erneut einer existentiellen Bedrohung ausgesetzt sehen sollten.

Rüesch: Das Resultat der Kommissionsarbeit ist wenig überzeugend: es ist mit 3 zu 2 Stimmen zustande gekommen. Der Rest der Kommission hat sich der Stimme enthalten. Offenbar war man sich der Sache doch nicht so ganz sicher. Der Herr Kommissionspräsident hat das zwar mit seiner ausgezeichneten Rede hier im Saal gut camouffiert. Aber wer das Resultat analysiert, kann mit diesem nicht zufrieden sein: Das ist kein überzeugendes Ergebnis einer Beratung.

Die Stellungnahme des Bundesrates ist ebenfalls nicht überzeugend, wenn er uns etwa als Musterbeispiele jener Länder, die die Todesstrafe bereits abgeschafft haben, Kambodscha vor Augen führt oder gar die ehemalige DDR - zu lesen auf Seite 3 in der bundesrätlichen Stellungnahme.

Zur ehemaligen DDR: meines Wissens gab es dort einmal eine Mauer. An jener Mauer sind Flüchtlinge erschossen worden. Wenn dieser Staat die Todesstrafe formell abgeschafft hat, macht das demjenigen keinen Eindruck, der die Geschichte dieses Staates kennt. Die bundesrätliche Stellungnahme ist, wie Herr Danioth bereits sagte, nicht überzeugend.

Überzeugend war das Votum von Herrn Danioth, von A bis Z. Es hat nur eine Konsequenz gefehlt: nämlich dass er am Schluss nicht den Antrag gestellt hat, entweder nicht einzutreten oder die Vorlage an die Kommission zurückzuweisen, damit diese sie noch einmal beraten und uns ein überzeugendes Ergebnis unterbreiten kann.

Nachdem er das nicht getan hat, stelle ich hier formell den Antrag, die Vorlage an die Kommission zurückzuweisen mit dem Auftrag, uns eine entsprechend bessere Begründung zu geben.

Schiesser: Als eines jener drei Kommissionsmitglieder, die sich für die Revision des Militärstrafgesetzes im Sinne des Beschlusses des Nationalrates ausgesprochen haben, möchte ich kurz einige Bemerkungen machen.

Der Kommissionspräsident hat die grundlegenden Ausführungen angebracht. Insofern gibt es keine Ergänzungen zu machen. Ich gestatte mir aber einige Bemerkungen zu den Voten der Herren Danioth und Rüesch. Ich bitte Sie, den Antrag von Herrn Rüesch abzulehnen. Ich greife einige Punkte heraus.

1. Herr Danioth hat als Beispiel für einen Rechtsstaat, der die Todesstrafe beibehalten hat, Grossbritannien genannt. Wir haben in den letzten Monaten aus Grossbritannien zur Kenntnis nehmen müssen, dass im Zusammenhang mit dem Nordirlandkonflikt krasseste Fehlurteile gefällt worden sind, und zwar durch eine Justiz, die in Friedenszeiten arbeiten konnte. Um wieviel grösser muss die Wahrscheinlichkeit sein, dass Fehlurteile zustande kommen, wenn in Kriegszeiten geurteilt werden muss? Allein dieses Beispiel zeigt mir, dass die Gefahr eines Fehlurteils sehr ernst genommen werden muss. Es kommt zu Fehlurteilen in Friedenszeiten. Um wieviel mehr kommt es zu Fehlurteilen in Kriegszeiten?

2. Herrn Danioth hat darauf hingewiesen, dass während des Zweiten Weltkrieges 33 Todesurteile gefällt worden seien; 17 seien vollstreckt worden, in 16 Fällen habe man offenbar benadigt. Diese Urteile sind in den Jahren 1942 bis 1944 ergangen. Herr Danioth hat diesen Zeitraum als jenen der grössten Bedrohung dargestellt. Ich gehe davon aus, dass die grösste Bedrohung für unser Land damals die Kriegsjahre 1939, 1940 und 1941 waren. In diesen Jahren wurden aber keine Todesurteile gefällt.

3. Wir haben in der Dezembersession die Botschaft des Bundesrates über die Uno-Menschenrechtspakte behandelt. Ich muss feststellen, dass damals kein einziger Vorbehalt in bezug auf die Abschaffung der Todesstrafe im Militärstrafgesetz angebracht worden ist, obwohl diese Frage im Zusammenhang mit den Uno-Menschenrechtspakten zur Diskussion stand. In Anbetracht der Zustimmung des Ständerates zu den Menschenrechtspakten gehe ich davon aus, dass die Kommission im Sinne unseres Rates gehandelt hat und dass der Antrag der Kommission mit der vorherrschenden Meinung in diesem Rat übereinstimmt.

4. Schliesslich möchte ich noch auf den Erstrat verweisen. Der Bundesrat schreibt in seiner Stellungnahme zur parlamentarischen Initiative: «Der Nationalrat stimmte am 5. Oktober 1990 diesem Antrag (nämlich Folge zu geben) oppositionslos zu.» Ich nehme an, dass sich der Erstrat auch Ueberlegungen gemacht hat. Wenn ich dieses Ergebnis ansehe, so kann der Antrag unserer Kommission so schlecht und so unbegründet nicht sein.

Ich bitte Sie deshalb, den Antrag Rüesch abzulehnen und der Kommission bzw. dem Nationalrat zu folgen.

M. Cottier, rapporteur: Très brièvement, je vais vous expliquer pourquoi la commission n'était composée que de six membres.

La commission a siégé après les élections fédérales de cet automne et elle comprenait des membres qui n'ont pas été réélus, d'où une diminution de ses effectifs, certains de ses membres ne tenant pas à assister à la séance. Toutefois, le résultat de ses travaux est tout à fait valide. Nous vous avons exposé tous les arguments qui ont convaincu le Conseil national et, surtout, tous les pays européens qui ces dernières années ont aboli la peine de mort en cas de guerre. M. Danioth a cité l'Angleterre, mais je citerai tous les autres pays européens, à savoir le Danemark, l'Allemagne fédérale, la Finlande, la France, le Liechtenstein, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, l'Autriche et la Suède. Tous ont supprimé la peine de mort et je vous invite à accepter cette initiative et à voter l'entrée en matière.

Bundesrat Villiger: Ich muss Ihnen ehrlich gestehen, dass mir persönlich die Meinungsbildung und der Entscheid in dieser Frage auch nicht leicht gefallen sind, weil es auf den ersten Blick einleuchtend ist, dass ein Staat in einer Notsituation un-

ter Umständen auch auf Mittel zurückgreifen muss, die ungewöhnlich sind. Es tut mir leid, wenn der Bundesrat Ihnen nur dürftige Begründungen gegeben hat! Wir sind davon ausgegangen, dass Sie selbstverständlich in der Lage sind, auch ohne bundesrätliche Begründungen dieses Geschäft umfassend zu beurteilen und dazu Stellung zu nehmen. Aber Spass beiseite.

Ich habe – schon vor der Auseinandersetzung mit dieser Initiative – Vertreter aus Kreisen angehört, die darauf hingewiesen haben, dass die Todesstrafe auch in Kriegszeiten eine gewisse Fragwürdigkeit hat. Ich habe darüber auch mit Mitarbeitern intern gesprochen. Nach einem längeren Prozess des Schwankens bin ich zur Ueberzeugung gekommen, dass es richtig ist, diese Strafe auch in Kriegszeiten abzuschaffen.

Es ist nicht ganz richtig, wenn man hier nur auf die DDR und die erwähnten Länder hinweist. Man muss alle Länder anschauen, die sie abgeschafft haben. Aber diese Beispiele allein können nicht genügen, sie einfach nachzuahmen oder nur dem Zeitgeist nachzugeben, wenn wir nicht sowieso davon überzeugt wären. Es gibt handfeste Gründe, die aus unserem Verständnis der Menschenrechte heraus vielleicht andere sind als noch vor einigen Jahren. Der Hauptgrund, der aufgeführt worden ist, ist jener, dass ein Justizirrtum nie ausgeschlossen ist. Ein solches Urteil ist aber unwiderruflich; wenn es vollstreckt ist, kann es nie wiedergutmacht werden.

Es ist im übrigen auch eine überaus grausame Strafe. Ich darf hier einen Gedankengang des Strafrechtlers Peter Noll zitieren: «Letztlich wissen wir nicht, womit wir einen Delinquenten bestrafen, weil wir den Tod nicht kennen; aber vor dem Strafvollzug bestrafen wir ihn mit der allerschlimmsten Folter, die es gibt, nämlich mit der Todesangst.»

Nun wäre die Frage vielleicht legitim, ob man in einer solchen Extremsituation sogar einen Justizirrtum in Kauf nehmen könnte oder sollte, wenn die Strafe derart abschreckend wäre, dass damit unter Umständen solche Delikte verhindert werden könnten und mit der präventiven Verhinderung solcher Delikte vielleicht Verratsfälle ausgeschlossen werden könnten, die ihrerseits noch mehr Tote fordern würden. Es ist klar: Ein Verrat kann im Kriegsfall dazu führen, dass das Land noch viel grössere Opfer bringen muss als das Opfer, dass aus Justizirrtumsgründen einmal ein Falscher hingerichtet werden könnte.

Die Erfahrung und neuere Studien haben gezeigt, dass die abschreckende Wirkung der Todesstrafe nicht erwiesen ist. In diesem Sinne muss man sich fragen, ob eine Todesstrafe dann nicht doch mehr emotionalen Rachecharakter hätte. Es gibt auch Studien in bezug auf die Friedenszeiten, die zur Ueberzeugung gekommen sind, dass die Todesstrafe keine abschreckende Wirkung zeitigt, dass Leute, die ein entsprechendes Verbrechen verüben, Motive haben, die von der Strafandrohung kaum berührt werden. Wenn das so ist, wiegt das Argument des Justizirrtums um so gewichtiger.

Der Bundesrat ist deshalb der Meinung, dass aus der Sicht der Menschenrechte diese Entwicklung, von der Todesstrafe auch in dieser Extremsituation wegzukommen, letztlich erfreulich ist.

Der Bundesrat schlägt Ihnen deshalb mit Ueberzeugung Eintreten auf diese Vorlage vor.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

Präsidentin: Herr Rüesch beantragt Rückweisung der Vorlage an die Kommission.

Abstimmung – Vote
Für den Antrag Rüesch
Dagegen

7 Stimmen
26 Stimmen

Gesamtberatung – Traitement global du projet

**Titel und Ingress, Ziff. I–III
Titre et préambule, ch. I–III**

GesamtAbstimmung – Vote sur l'ensemble
Für Annahme des Entwurfes
Dagegen

31 Stimmen
8 Stimmen

An den Nationalrat – Au Conseil national

Ad 90.263

**Motion des Nationalrates
(Kommission)
Rechte des Kindes.
Ratifikation der Konvention
Motion du Conseil national
(commission)
Droits de l'enfant.
Ratification de la convention**

Wortlaut der Motion vom 4. Oktober 1991

Der Bundesrat wird beauftragt, den eidgenössischen Räten die notwendigen Gesetzesrevisionen vorzu legen, die eine vorbehaltlose Ratifikation der 1989 von den Vereinten Nationen verabschiedeten Konvention über die Rechte des Kindes erlauben.

Texte de la motion du 4 octobre 1991

Le Conseil fédéral est chargé de présenter aux Chambres les révisions législatives nécessaires pour permettre une ratification sans réserve de la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée en 1989 par les Nations Unies.

Herr **Zimmerli** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

1. Ausgangslage

Das Uebereinkommen über die Rechte des Kindes enthält einen detaillierten Katalog von Rechten, welche dem Kind in den verschiedensten Lebensbereichen zustehen. Das Uebereinkommen wurde am 20. November 1989 von der Generalversammlung der Vereinten Nationen verabschiedet und trat am 2. September 1990 in Kraft. Es ist bereits von mehr als 130 Staaten unterzeichnet und von deren 70 ratifiziert worden.

Der Bundesrat hat am 10. April 1991 beschlossen, das Uebereinkommen zu unterzeichnen. Dieser Entscheid entspreche der schweizerischen Politik zugunsten der Menschenrechte und sei ein Akt internationaler Solidarität, welcher einen besseren rechtlichen Schutz der Kinder dieser Welt anstrebt und damit die Bemühungen der Schweiz zugunsten der Kinder im Bereich der Entwicklungszusammenarbeit und der humanitären Hilfe ergänzt.

2. Inhalt des Uebereinkommens

Ziel des Uebereinkommens ist es, dem Kind auf universeller Ebene Schutz und eine seinen Bedürfnissen entsprechende Unterstützung zu gewährleisten. Das Uebereinkommen garantiert die bürgerlichen, politischen, wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte des Kindes und verpflichtet die Vertragsstaaten zu spezifischen Massnahmen, um die praktische Umsetzung dieser Rechte zu konkretisieren.

3. Würdigung

Die Kommission begrüsst den Entscheid des Bundesrates, das Uebereinkommen über die Rechte des Kindes zu unterzeichnen, und erwartet eine rasche Ratifizierung desselben.

Parlamentarische Initiative (Pini) Militärstrafgesetzbuch. Abschaffung der Todesstrafe
Initiative parlementaire (Pini) Code pénal militaire. Abolition de la peine capitale

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.234
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	02.03.1992 - 18:15
Date	
Data	
Seite	58-60
Page	
Pagina	
Ref. No	20 021 135

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.